

2 Grand Angle

ÉDITORIAL

Aux Etats-Unis, le risque fasciste

STÉPHANE BUSSARD
X @StephaneBussard

A l'aube des primaires républicaines, qui débutent le 15 janvier, celles et ceux qui croient encore dans les vertus de la démocratie outre-Atlantique sont paniqués. Plus on s'approche du 5 novembre, date de la présidentielle américaine, plus le risque de voir Donald Trump revenir pour quatre ans à la Maison-Blanche s'accroît.

La perspective paraît surréaliste. Elle est pourtant d'autant plus plausible qu'au sein de l'électorat américain, nombre de Noirs, Hispaniques et jeunes, votant jusqu'ici surtout démocrate, se disent prêts à jeter leur dévolu sur Donald Trump.

Or il faut écouter les discours de campagne du républicain pour prendre la mesure du caractère fasciste du personnage qui parle de ses adversaires et des immigrés comme de la «vermine». Déjà lors de sa présidence, de 2017 à 2021, il avait montré tout son mépris pour l'Etat de droit, faisant du Département de la justice un jouet qu'il souhaitait manipuler à sa guise. Son rôle d'incitateur dans l'assaut du Congrès en janvier 2021 n'est pas contesté.

Après tout ce qu'on connaît de Donald Trump, imaginer que des dizaines de millions d'Américains semblent prêts à le réélire a de quoi surprendre. Il a montré son incompétence crasse dans de nombreux dossiers de politique intérieure et étrangère. Comme le souligne l'éditorialiste du Washington

Post Karen Tumulty, on ne pourra plus dire qu'on ne savait pas. Dans une telle éventualité, l'expression chère au président Joe Biden, «ce n'est pas qui nous sommes», deviendrait mensongère. Les Etats-Unis devraient arrêter de se mentir, car ils auraient fait le choix de placer à leur tête un individu aux aspirations autoritaires qui n'a que faire de la démocratie. Un politicien qui a déjà causé des dégâts considérables à l'image et aux intérêts du pays. Il faut être clair: sa préoccupation, ce n'est pas le bien-être de la nation, ce sont ses propres intérêts.

Animé par un inquiétant esprit de vengeance, le milliardaire de Mar-a-Lago est encore beaucoup plus dangereux aujourd'hui. Il connaît les rouages du pouvoir et sait quels leviers utiliser pour arriver à ses fins, que ce soit la justice, l'administration – voire l'armée qui a joué son rôle d'institution démocratique en 2021, mais dont la mission pourrait soudain changer sous l'impulsion de Trump.

Bien qu'affaibli par des sondages très défavorables, Joe Biden a eu raison de faire du risque d'effondrement de la démocratie états-unienne son principal thème de campagne. Il a la légitimité politique et historique pour le faire. Mais il est prétentieux de penser qu'il était le seul capable de mener le combat. L'incapacité des démocrates à proposer une alternative, plus jeune, pourrait se payer très cher. En cas de défaite, ce ne sont pas que les Etats-Unis qui seront perdants. Ce seront les démocraties du monde entier qui devront composer avec une Amérique possiblement fasciste. ●●● PAGE 6

On ne pourra plus dire qu'on ne savait pas



L'élu paysan ou l'histoire d'un «Sonderfall» helvétique

ENGAGEMENT Moins il y a d'agriculteurs en Suisse, plus ils sont nombreux à siéger. Enquête sur un phénomène unique en Europe, qui prend sa source dans l'esprit collectif propre aux campagnes et dans le besoin de défendre une corporation malmenée

CAMILLE KRAFFT ET VINCENT NICOLET
PHOTOS: EDDY MOTTAZ/LE TEMPS
X @CamilleKra X @VinNicolet

«Les vaches laitières, on n'a pas d'autre choix que de s'en occuper tous les jours». Des élections fédérales de 2023, on retiendra cette image: des parlementaires fraîchement élus occupés à la traite juste après le verdict des urnes. C'était le cas notamment de l'UDC vaudois Sylvain Freymond, qui a entamé sa première législature au Conseil national après avoir mené une campagne à l'ancienne, sans le concours des réseaux sociaux.

Une inversion en 40 ans

Depuis octobre, le poids des agriculteurs au parlement est plus marqué que jamais: ils représentent un conseiller national sur dix, alors que seule 2,3% de la population active travaille dans ce domaine – un pourcentage qui fond comme peau de chagrin. Drôle de paradoxe, qui résonne comme une consolation: moins il y a d'agriculteurs, plus ils pèsent en politique. Depuis la création de l'Etat fédéral en 1848, leur proportion a presque quadruplé sous la Coupole. Alors qu'elle était restée inférieure à la moyenne des autres pays européens, la situation s'est inversée ces quarante dernières années. Cela fait de la Suisse un *Sonderfall* (cas d'exception) parmi ses voisins, résume le politologue de l'Université de

Lausanne (Unil) Andrea Pilotti.

Mais si l'essentiel de la politique agricole se joue à Berne, l'histoire ne commence pas à l'échelon fédéral: dans les législatifs et exécutifs des petites communes et de certains parlements cantonaux, les paysans sont aussi souvent en surnombre par rapport à leur poids dans la population active. C'est le cas, assez spectaculaire, du Grand Conseil vaudois, où les agriculteurs représentent 19% des élus, selon une étude de l'Unil. On compte ainsi presque dix fois plus de paysans au sein du parlement que dans la population active vaudoise. De quoi mettre une pression certaine sur les dossiers où le canton a une marge de manœuvre, comme la gestion, ultrasensible, des meutes de loups.

Aux sources de cette présence disproportionnée se trouve notamment un *ethos* de l'engagement pour la collectivité propre aux campagnes, qui passe tant par la politique que par les sociétés locales. «Les agriculteurs se mettent souvent à disposition pour les affaires communales, relève l'ancien directeur de l'Union suisse des paysans (USP) Jacques Bourgeois, qui vient de raccrocher après seize ans au Conseil national. Comme pour les pompiers, il est logique que ceux qui s'engagent travaillent sur place et puissent intervenir rapidement le moment venu.»

Avant d'être élu au Conseil nation-

nal, Sylvain Freymond a ainsi été actif au sein des Jeunesses campagnardes, de l'abbaye (société de tir), de sociétés agricoles et de la défense professionnelle, parallèlement au législatif de sa commune de Montricher, au pied du Jura. «Ensuite, on est venu me proposer de compléter la liste pour le Grand Conseil. J'espérais être élu dix ou quinze ans plus tard, je l'ai été tout de suite.»

Peu de députés agriculteurs en Valais

Après son accession au parlement vaudois déjà, l'exploitant avait dû réengager du monde sur son domaine – une mission difficile en raison de la pénurie de main-d'œuvre dans l'agriculture. Au Grand Conseil, l'élu siégeait tous les mardis, pour des indemnités certes plus importantes que dans d'autres cantons, mais couvrant «juste le salaire de la personne qui travaillait quand je n'étais pas là.»

En quittant le parlement cantonal à la suite de son élection au National, l'élu de Montricher a laissé derrière lui quantité de ses pairs. Canton voisin partageant avec Vaud une image de ruralité, le Valais vit une situation très différente, selon Vincent Roten, l'un des rares agriculteurs à siéger au Grand Conseil valaisan. Entré au parlement de son canton il y a 11 ans comme député suppléant, ce paysan de montagne est également actif à la Chambre valai-

sanne d'agriculture. Alors que d'autres élus sont spécialisés dans l'arboriculture ou la viticulture, ce centriste dit être le seul à vivre de son exploitation agricole, qui produit notamment de la viande sous label: «Sur 260 députés et suppléants, je pense que nous sommes moins d'une dizaine à être issus de ce milieu. C'est étonnant car le Valais est un canton que l'on présente comme agricole, même si ses pôles urbains sont de plus en plus forts.»



«Jusqu'à-là, je siégeais la journée et travaillais la nuit. Mais j'ai trois enfants en bas âge et ce n'est plus possible»

VINCENT ROTEN, AGRICULTEUR ET DÉPUTÉ AU GRAND CONSEIL VALAISAN



De gauche à droite:

Eric Ramseyer, agriculteur vaudois: «S'engager comme municipal amène un joli revenu, même si on ne compte pas nos heures, comme dans le métier de paysan.» (PALÉZIEUX-VILLAGE, 4 JANVIER 2024)

Sylvain Freymond, conseiller national et paysan: «J'espérais être élu dix ou quinze ans plus tard, je l'ai été tout de suite.» (MONTRICHER, 28 DÉCEMBRE 2023)

Patricia Bidaux, présidente d'AgriGenève: «C'est parce que ma fille a pu reprendre la gestion des ventes directes de notre ferme que j'ai pu me lancer dans la politique.» (TROINEX, 28 DÉCEMBRE 2023)

Renseignements pris auprès de l'Union suisse des paysans, le Valais présente une surface agricole de 10,3 ares par personne, ce qui est un peu en dessous de la moyenne nationale de 12 ares – sachant que les alpages ne sont pas inclus dans ce total. Le canton de Vaud, lui, est proche de la moyenne, avec 13,1 ares par personne. La différence ne semble pas suffisante pour expliquer la proportion moindre d'élus paysans au Grand Conseil valaisan. La clé du mystère se situerait dans l'organisation du temps, selon Vincent Roten. «En Valais, il y a six sessions d'une semaine par année, dont une en mai et une en juin. En plein pendant les foins. J'ai arrêté mon mandat de chef de groupe pour ces raisons. Jusque-là, je siégeais la journée et travaillais la nuit. Mais j'ai trois enfants en bas âge et ce n'est plus possible. Dans mon entourage, peu de gens ont envie de s'engager en 2025, même si la Chambre valaisanne d'agriculture essaie de les motiver.»

«L'agriculture doit renouer avec la ville»

D'après Vincent Roten, l'influence du monde agricole est toutefois importante au parlement valaisan, même avec peu d'élus issus de ce milieu. «On reste un des lobbys les plus forts, car la Chambre d'agriculture fait un gros travail en amont. Au niveau cantonal, c'est important entre autres pour ce qui concerne l'aménagement du territoire.» A travers son engagement politique hérité notamment de sa mère, l'élus souhaite notamment accompagner la transition des petites exploitations vers des structures plus importantes – un phénomène qui tend à s'accélérer, en Valais comme ailleurs.

A Genève, la représentation des agriculteurs a fait un bond lors des élections de 2023, avec l'arrivée de huit élus, pour un canton composé de 43% de terres agricoles et comptant un peu plus de 380 exploitations. Président

d'AgriGenève, Patricia Bidaux fait partie des rares paysannes engagées en politique. Elle a dû attendre de pouvoir déléguer tout ou partie de ses tâches dans l'exploitation agricole avant de se lancer. «Arrivée à 40 ans, je me suis dit qu'il fallait que je choisisse mes luttes, parce que le milieu agricole en a besoin face aux immenses contraintes qui pèsent sur les paysans, évoque l'infirmière de formation. C'est parce que ma fille a pu reprendre la gestion des ventes directes de notre ferme que j'ai pu me lancer dans la politique. L'agriculture doit renouer avec la ville, ce qu'elle n'avait pas besoin de faire pendant très longtemps, lorsque tout le monde connaissait quelqu'un issu du monde paysan.»

C'est également une spécificité de l'engagement paysan: assumer pleinement que l'on fait de la politique pour défendre sa corporation. A Berne, les revenus des familles paysannes, le renforcement des filières locales, l'allègement des tâches administratives et l'obtention de prix qui couvrent les coûts de production feront ainsi partie des chevaux de bataille de la prochaine législature pour les élus consultés. Al'image du centriste Markus Ritter, les présidents successifs de l'Union suisse des paysans ont toujours été engagés en politique, de même que certains de ses directeurs, dont Jacques Bourgeois a fait partie: «On ne renie pas nos origines, explique le Fribourgeois, qui est issu de ce milieu mais n'exerce pas, contrairement à son frère. La terre aux souliers, on la garde toute notre vie. Et puis, si je vous parle de défense des avocats, vous n'avez pas d'image qui vous vient en tête. Tandis que si j'évoque la défense des agriculteurs, vous voyez tout de suite une famille paysanne.» Et lorsque l'électeur opte pour des fermiers qui iront se battre pour leurs droits, c'est aussi parce que «défendre les agriculteurs, c'est défendre les consommateurs», selon plusieurs de nos interlocuteurs.

Dans le canton de Vaud, une étude menée par le politologue de l'Unil Roberto Di Capua a ainsi révélé qu'en 2022, plus de la moitié des paysans à s'être présentés aux élections cantonales avaient été élus. Sans surprise, comme au plan fédéral, on trouve une majorité d'entre eux dans les rangs de l'UDC. «Il faut rendre justice à ce parti: il sait bien jouer la carte du folklore suisse à travers la paysannerie, concède l'ancien conseiller d'Etat et conseiller national neuchâtelois écologiste Fernand Cuche. Il y a une sensibilité de

«Une partie de la population a le sentiment que les paysans ont été maltraités. Pour rétablir l'équilibre, elle envoie des agriculteurs à Berne»

FERNAND CUCHE, CONSEILLER NATIONAL NEUCHÂTELOIS ÉCOLOGISTE

droite pour ces traditions, auxquelles beaucoup de citoyens s'identifient. Lorsqu'il y a des sonneurs de cloches ou des concours de vaches laitières, la population accourt, même si c'est en contradiction avec son mode de vie, qui ne favorise pas le local.» L'ex-paysan syndicaliste va plus loin: pour lui, le choix fait lors des dernières élections résulte également d'une forme de culpabilité envers le monde agricole, mêlée à un contexte anxigène d'insécurité alimentaire. «Ces dix dernières années, il y a eu 12 initiatives soumissionnées au peuple concernant l'agriculture. Une partie de la population a le sentiment que les paysans ont été maltraités. Pour essayer de rétablir l'équilibre, elle envoie des agriculteurs à Berne.»

Mais l'image d'Epinal du petit fermier partant lutter sous la Coupole est quelque peu galvaudée, selon plusieurs interlocuteurs. «Certains élus au plan fédéral sont plus entrepreneurs qu'agriculteurs, souligne Philippe Reichenbach, producteur de lait à La Chaux-de-

Fonds et vice-président d'Uniterre. Ils ne voient pas souvent leur bétail et ne sont pas au courant de ce qui se passe dans les petites exploitations. S'ils ont été élus, c'est grâce à d'importantes campagnes, notamment de l'UDC, qui table sur l'image du paysan honnête.»

L'étude menée par Roberto Di Capua dans le canton de Vaud relève pour sa part que l'agriculteur qui devient député «est avant tout un entrepreneur et propriétaire terrien qui s'éloigne de l'image «populaire» que l'on se fait du paysan ou de la paysanne.»

Un entrepreneur qui, comme Sylvain Freymond, devra généralement engager du personnel pour faire tourner l'exploitation lorsqu'il siège, peu importe à quel niveau. Autre agriculteur vaudois, Eric Ramseyer gère une centrale à biogaz avec son frère pour valoriser le purin de leurs vaches. Il concède que son engagement à un taux de 45% comme municipal à Oron lui amène «un joli revenu, même si on ne compte pas nos heures, comme dans le métier de paysan. Par contre, j'ai dû dégager du temps en engageant des jeunes qui viennent conduire nos tracteurs. Pour moi, c'est quasiment une opération blanche» Dans ce gros village de 6200 habitants issu d'une fusion de 11 communes et comptant une cinquantaine de paysans, deux municipaux sur sept viennent du milieu agricole, qui est donc largement surreprésenté ici aussi. Mais d'après Eric Ramseyer, la lutte pour la corporation n'est pas une thématique au niveau local. «On est là pour défendre les intérêts de tous. Du reste, je regrette qu'on doive s'affi-

lier à un parti. Mais j'ai été forcé de faire un choix.» Il a donc décidé de se présenter comme indépendant de centre droit. Pourquoi à droite, alors qu'il est passé au bio depuis 2012 parce que la défense de l'environnement lui tient à cœur? «La gauche n'a pas le monopole de cette thématique. Je me définis comme un modéré de droite et serais prêt à défendre des propositions de tous bords pour le bien de la commune et de ses habitants.»

Pour d'autres, le positionnement à droite est décrit comme une tradition familiale. Fernand Cuche l'a constaté: «Il y a une trentaine d'années, je me suis engagé à l'Union des producteurs suisses, devenu Uniterre. Lors des assemblées et des visites, j'ai constaté que les nouvelles générations reprennent à la fois le domaine et le parti, pour perpétuer les engagements pris par la famille.»

Mais au sein de la droite, «la mainmise de l'UDC sur le monde agricole augmente, selon le politologue Andrea Pilotti. Le Centre est en seconde position au niveau du nombre d'élus paysans, mais il est loin derrière.» Une situation que regrette le libéral-radical Jacques Bourgeois: «Au PLR, le nombre de parlementaires d'origine paysanne est en train de fondre. Or, si les agriculteurs veulent obtenir des majorités au niveau du parlement, ils ne doivent pas rester dans un parti unique.» Quant aux élus paysans écologistes, ils ne sont pas plus nombreux malgré la transition de quantité d'exploitations vers le bio. «Les Vert-e-s sont ressentis par une majorité du monde agricole comme des gens qui ternissent l'image idyllique de la paysannerie suisse en soulignant qu'elle n'est pas vraiment durable», relève Fernand Cuche.

A Genève, la centriste Patricia Bidaux prône un éloignement des stéréotypes gauche-droite, qui desservent selon elle la profession. «Il y a certes des différences entre partis sur la manière d'aborder l'agriculture. Mais dans un canton comme le nôtre, avec notre petit nombre d'exploitations et

notre proximité avec la France, nous ne pouvons pas nous permettre de nous battre sur fond de dogmatisme», prévient-elle, prenant en exemple les questions de développement durable, de plus en plus adossées aux rôles des agriculteurs. «Il nous faut travailler ensemble à cette pédagogie qui rassemble les paysans bios, non bios, grands ou petits.»

A la fois entrepreneurs et fonctionnaires

La politique des paiements directs, qui confère aux paysans «un double statut d'entrepreneurs indépendants et de fonctionnaires» comme le résume Fernand Cuche, semble également plaider pour une approche non partisane. «Les citoyens financent leur nourriture avec leurs impôts», explique Philippe Reichenbach, qui dénonce une forme d'inertie politique favorisant l'industrie. Soulignant que certaines exploitations vivent majoritairement des paiements directs, notamment en montagne, il ajoute que «beaucoup de parlementaires défendent les paiements directs, alors que beaucoup de paysans aimeraient gagner suffisamment pour assurer la grande partie de leurs revenus, notamment parce que les contrôles sont très stressants. J'ai l'impression que dès qu'ils arrivent à Berne, les agriculteurs sont plus utilisés qu'autre chose. On s'y préoccupe beaucoup d'Economie-suisse [avec qui l'USP avait conclu une alliance en vue des élections fédérales, ndlr], mais assez peu de l'avenir des paysans.»

Or, la situation est inquiétante, selon le vice-président d'Uniterre: «Nous avons une génération qui va partir à la retraite et que l'on peine à remplacer. Le niveau d'endettement est immense, les taux d'intérêt remontent et pour coller aux normes, on doit construire. Peu de gens se rendent compte de cette situation.»

De quoi, sans doute, favoriser de nouveaux engagements de paysans en politique. ■